



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : **Philippe BOUGIT**

La Roche sur Yon, le 01 mars 2024

Unité départementale de la Vendée
philippe.bougit@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.51.47.76.00 Fax : 02.51.47.76.10
N/Réf : DENV.2024.64
V/Réf : /

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
Autorisation environnementale
Phase de décision

Société : UNITED PETFOOD FRANCE Commune : Saint Martin des Noyers N° GUN : 0006303348	
Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 01/02/2022 ; dossier complété en dernier lieu le 2 mai 2023 Portée de la demande : <input type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input checked="" type="checkbox"/> Extension - Modification <input checked="" type="checkbox"/> Régularisation <input type="checkbox"/> Prolongation / renouvellement	Situation de l'établissement : <input type="checkbox"/> En projet <input checked="" type="checkbox"/> En fonctionnement
Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande : <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – article L.181-1-2° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 <input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) <input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets <input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement <input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens <input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10) <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration ICPE <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration IOTA <input type="checkbox"/> Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2) <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement ICPE	

Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) : <input type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé Priorités d'actions : <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input checked="" type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	Régime futur de l'établissement : <input type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB Dossier comprenant une : <input checked="" type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')
--	--

I. - Objet de la demande

La demande porte sur l'augmentation de la capacité de production journalière (136 t/j¹ à 250 t/j) et annuelle (34 kt/an à 75 kt/an) de l'usine de fabrication d'aliments pour chiens et chats.

Pour cela :

- l'un des extrudeurs sera remplacé et sa capacité de production horaire passera de 2 t/h à 5 t/h,
- cinq silos de stockage de matières premières supplémentaires seront créés,
- un silo de stockage de produit liquide supplémentaire de 50 m³ sera mis en place,
- le site sera exploité 300 jours par an (contre 250 à l'heure actuelle).

Outre cette augmentation de la capacité de production, deux cellules supplémentaires de 2 989 m² et de 2 998 m² de stockage des produits finis seront ajoutées à l'entrepôt construit en 2019, afin de faciliter leur exportation. Enfin, un nouveau bassin de rétention des eaux et de confinement des eaux d'extinction d'un incendie d'un volume de 655 m³ sera construit.

II. - Enjeux du projet

Le projet est décrit de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant. Les enjeux de ce projet sont exposés dans le résumé de l'étude d'impact et celui de l'étude de dangers.

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

II.1. - Les enjeux principaux du projet

Les enjeux principaux du projet sont les suivants :

- maîtrise des rejets en poussières des installations,
- maîtrise de l'impact sonore compte tenu de la proximité d'habitations,
- maîtrise des nuisances olfactives, enjeu apparu majeur au cours de l'enquête publique,
- prévention des accidents et limitation de leurs effets sur l'environnement immédiat.

III. - Classement des installations

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement, ainsi que des régimes de l'enregistrement (art. L. 512-7) et de la déclaration (art. L. 512-8) au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

¹ Il s'agit de la capacité autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2002 modifié : l'exploitant a déjà porté cette capacité à 150 t/j, d'où le classement de la portée de la demande en « extension » et « régularisation ».

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime (*)	Rayon (**)	Situation administrative (***)
3642-3-a	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis Nota. - L'emballage n'est pas compris dans la masse finale du produit.</p>	Capacité de production : 250 t/j	A	3 km	(b)(d)
1510-2-b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	<p>167 530 m³ répartis comme suit :</p> <p>Préparation : 6 480 m³ FIFO:16 939 m³ Cellule 1 : 39 305 m³ Cellule 2 : 39 415 m³ Produits finis : 18 360 m³ Production (dont le magasin emballage et le stockage extérieur) : 44 295 m³ Bâtiment extérieur : Matières premières:2 736 m³</p>	E	/	(a) ² (b)(d)

2 L'antériorité porte sur la partie du bâtiment production qui, du fait de l'absence de murs coupe-feu avec le stockage des matières premières, est intégrée à la rubrique n° 1510 à la suite de l'entrée en vigueur du décret n° 2020-1169.

Rubriques ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime (*)	Rayon (**)	Situation administrative (***)
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p> <p>(*)Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>Une chaudière produisant de la vapeur, alimentée en gaz naturel, de puissance thermique nominale 1,8 MW</p>	DC	/	(a)

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime (*)	Situation administrative (***)
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	3,64 ha	D	(b)(d)

(*) Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration)

(***) Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

Le site demeure soumis à la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de la rubrique n° 3642-3-a. L'augmentation de la capacité de production de 136 t/j à 250 t/j, supérieure au seuil de la rubrique (75 t/j) constitue une modification substantielle et, par application des dispositions de l'article R. 122-2 du code de l'environnement, est soumise à étude d'impact et évaluation environnementale.

Comme indiqué ci-dessus, les modifications apportées au procédé de fabrication pour permettre cette augmentation seront limitées (remplacement d'un extrudeur de capacité horaire égale à 2 t/h par un autre de capacité égale à 5 t/h, ajout de capacités de stockage de matières premières solides et liquides).

IV. - Prévention des risques chroniques et des nuisances

IV.1. - Prévention des rejets atmosphériques

L'activité est principalement génératrice de poussières lors des phases de dépotage de matières premières ainsi que les phases de production (transports de matières, broyage, séchage, tamisage).

Sept points de rejets atmosphériques sont prévus³ : séchage des croquettes, aspiration des croquettes et préparation des formules pour chacune des deux lignes de production, ainsi qu'une ligne de broyage pour toute l'usine. Les rejets en poussières de chacun de ces points feront l'objet d'un traitement par des filtres à manches.

IV.2. - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

IV.2.1. Consommation en eau

Selon le dossier remis, le site est alimenté en eau par le réseau public de distribution d'eau potable.

L'eau est utilisée principalement par le procédé de fabrication, directement, ou sous forme de vapeur, après alimentation de la chaudière. La consommation spécifique s'élève à 0,3 m³ par tonne de produit

³ D'autres équipements sont équipés de filtres à manches, tels que l'aspiration de la fosse de réception ou de la ligne croquettes lors d'un dépotage en vrac. Toutefois l'air épuré est rejeté à l'intérieur du bâtiment de sorte qu'il n'y a pas de rejet à l'extérieur.

finis. L'augmentation de la production va donc engendrer une augmentation proportionnelle de la consommation en eau et atteindra 22 500 m³/an.

Outre cette utilisation dans le processus de fabrication, l'eau est également utilisée pour les sanitaires et le nettoyage de la salle de production. Ce dernier ne sera pas modifié par le projet et son volume demeurera faible (30 litres par semaine) par rapport à la consommation d'eau de procédé.

IV.2.2. Rejets

Le procédé de fabrication est un procédé sec : les rejets seront limités aux eaux de lavage de la salle de production (1,5 m³/an) et aux eaux de purge de la chaudière (2 m³/an) et ne seront pas modifiés dans le cadre du projet. Les eaux de lavage seront collectées, avec les eaux vannes et domestiques, dans une fosse toutes eaux et rejetées dans des tranchées filtrantes. Les eaux de purge de la chaudière passent à travers un dégraisseur, utilisé pour traiter les eaux pluviales en provenance de l'aire de stockage des matières liquides, et sont rejetées avec les eaux pluviales. Des compléments sont attendus par l'inspection des installations classées sur la qualité de ces dernières eaux au regard des polluants cités dans l'arrêté ministériel applicable aux installations soumises à la rubrique 2910. En l'absence de ces justifications, les eaux seront à traiter comme des déchets.

Les eaux en provenance des sanitaires du local dédié aux chauffeurs font l'objet d'un traitement par un dispositif autonome (filtre compact) puis d'un rejet dans les eaux pluviales.

Les eaux pluviales seront rejetées en trois points dans le fossé qui longe le site. Ce dernier se jette ensuite dans le ruisseau des Rochettes qui est un affluent du Petit Lay.



Le point de rejet n° 1 collecte une partie des eaux de toiture existantes (bâtiments 3, 4, 5, 8 et versant sud du bâtiment 7) ainsi que les eaux des voiries et des aires bitumées existantes. Ces eaux sont traitées par des débourbeurs-déshuileurs.

Le point de rejet n° 2 collecte une autre partie des eaux de toiture (versant du bâtiment nord, bâtiments 6 et 9) ainsi que les eaux en provenance du filtre compact.

Le point de rejet n° 3 collecte les eaux de toiture du bâtiment de stockage construit en 2019, ainsi que les eaux de toiture et de voirie de la future extension. Ces dernières seront traitées par un débourbeur-déshuileur.

En cas d'évènement accidentel (déversement d'hydrocarbures sur la chaussée ou d'eaux d'extinction d'un incendie), la fermeture de vannes de barrage associées à chacun des points de rejet permettra d'isoler la pollution au sein du site.

L'exploitant a déterminé que le volume requis pour limiter le débit de rejet des eaux pluviales à $3 \text{ l.s}^{-1}.\text{ha}^{-1}$ pour le nouveau bassin qui collecte les eaux pluviales des surfaces suivantes : toiture de l'extension de 2019, toiture et voiries de l'extension projetée était de 345 m^3 . Ce volume sera assuré par le bassin de confinement dont le volume est porté à 655 m^3 pour prendre en compte sa double fonction de bassin de régulation du débit en cas d'orage et de confinement des eaux d'extinction d'un incendie.

IV.3. - Prévention des nuisances

IV.3.1. Nuisances sonores

L'établissement est situé dans une zone industrielle qui est entourée d'habitations, les plus proches étant situées à 25 m. La maîtrise des nuisances constitue donc un enjeu fort de l'installation.

L'arrêté d'autorisation actuel fixe des valeurs de niveaux sonores en limites de propriété comprises entre 55 dB et 65 dB suivant la période horaire. Les mesures réalisées en 2021 montrent que ces valeurs sont respectées. Les mesures d'urgence ne dépassent pas 1 dB en période diurne et nocturne.

Les principales sources de bruit de l'établissement (ventilation, sécheur, production dans l'établissement) ne seront pas modifiées dans le cadre de l'augmentation de la production, l'exploitant estime que son projet n'induirait pas d'augmentation significative de l'impact sonore par rapport à la situation actuelle (horaires de circulation des poids-lourds de 7h à 18h et augmentation de leur nombre journalier estimé à +8).

IV.3.2. Nuisances olfactives

Les nuisances olfactives sont apparues comme un enjeu important au cours de l'enquête publique. Si le dossier n'aborde que succinctement cet enjeu, l'exploitant a étudié et proposé, à l'issue de l'enquête publique, des mesures visant à réduire ces nuisances. Ce point est développé au paragraphe IX.1.1 du présent rapport.

IV.4. - Évaluation des risques sanitaires

L'évaluation de l'impact sur la santé des populations est réalisée de manière quantitative, sur la base d'une modélisation des émissions de poussières, en considérant les hypothèses suivantes :

- les périodes de dysfonctionnement ne sont pas prises en compte,
- le régime permanent est atteint instantanément,
- les flux massiques de polluants sont représentatifs du fonctionnement à long terme des installations. Ces derniers sont basés sur une concentration en poussières de diamètre inférieur à $2,5 \mu\text{m}$ de 10 mg/m^3 pour 5 points de rejet canalisé et 20 mg/m^3 pour le dernier.

L'exploitant conclut que « *au vu des valeurs de concentration de poussières les rejets de la société UNITED PETFOOD ne présentent pas d'impact sanitaire significatif sur la santé de la population de la zone environnante* ».

IV.5. - Les conditions de remise en état

L'exploitant reprend dans son dossier les différentes étapes mentionnées dans le code de l'environnement (évacuation des produits dangereux et déchets, interdictions et limitation d'accès au site, suppression des risques d'incendie et d'explosion, surveillance des effets du site sur son environnement).

Il précise que à défaut de reprise du bâtiment par une autre entreprise, il pourra être procédé à la démolition de toutes les superstructures et l'évacuation des déblais de façon à ce que le bâtiment puisse recevoir une nouvelle affectation.

Une remise en état de type « usage industriel », comprenant un bâti ou des infrastructures industrielles, et le cas échéant des bureaux ou des parkings est retenu par l'exploitant.

IV.6. - Les garanties financières

L'établissement ne relève pas des catégories spécifiées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui subordonnent l'activité à l'existence de garanties financières.

IV.7. - Positionnement vis-à-vis de la directive sur les émissions industrielles

Étant soumis aux dispositions spécifiques aux installations relevant de la directive européenne sur les émissions industrielles, l'exploitant a joint à sa demande d'autorisation d'exploiter le dossier de réexamen transmis en février 2021 à la suite de la publication de la décision d'exécution UE (2019/2031) de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive relative aux émissions industrielles y est défini par l'exploitant comme suit :

- Ensemble des activités spécifiquement associées à l'usine de fabrication d'aliments :
 - Stockage de céréales et autres matières premières, hors activités de collecte et négoce,
 - Usine de fabrication,
 - Stockage de produits finis en sacs
- Activités annexes qui y sont rattachées :
 - Magasin de stockage de l'usine (stockage des matières premières en sacs),
 - Chaudière générant la vapeur utilisée dans le processus de production,

Les bureaux administratifs et la zone de stockage de déchets sont exclus du périmètre. L'exclusion de la zone de déchet n'est pas justifiée : L'inspection propose d'intégrer la zone de stockage de déchets dans le périmètre et de n'exclure que les bureaux administratifs.

Outre les conclusions sur les meilleures techniques disponibles de l'industrie agro-alimentaire, l'exploitant a analysé les autres conclusions et documents de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) susceptibles de présenter un intérêt pour ses activités :

- Grandes installations de combustion (LCP) : non retenu, l'installation de combustion a une puissance thermique de 1,8 MW,
- Systèmes communs de traitement et de gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique (CWW) : non retenu, le site ne possédant pas d'équipements de traitement des effluents similaires à ceux rencontrés dans le secteur de l'industrie chimique,
- Chimie organique à grand volume de production (LVOC) : non retenu ; les activités du site ne relevant pas du secteur de la chimie organique,
- Traitement des déchets (WT) : non retenu, le site dispose d'une zone d'entreposage des déchets (dans des bennes dédiées) mais ils sont ensuite collectés et gérés par des installations extérieures au site,
- Efficacité énergétique (ENE) : les meilleures techniques disponibles sont traitées par les conclusions du secteur « industries agro-alimentaires » (de manière générale pour la MTD 6 et spécifiquement pour le secteur de l'alimentation animale au paragraphe 2.1),
- Systèmes de refroidissement industriels (ICS) : le site ne possède pas d'installation d'équipement de refroidissement ou de production de froid proprement dit. La seule étape de refroidissement / séchage s'effectue, sur la ligne de fabrication, à la sortie de la presse. Les granulés sont séchés, et donc refroidis, avec de l'air prélevé dans l'usine avec des refroidisseurs verticaux à contre-courant d'air,
- Émissions dues au stockage (EFS) : seul ce document fait l'objet d'une analyse détaillée compte tenu que le stockage des matières premières de type céréales se fait en vrac : les techniques sont mises en place (pas de stockage à l'air libre, systèmes de captation des poussières, capotage des transporteurs)

ou non applicables (produits finis stockés exclusivement en sacs, surface des voiries en enrobé bitumineux).

Il résulte de ce document que les meilleures techniques disponibles générales au secteur sont déjà mises en œuvre (schémas des procédés, suivi de la production et des consommations, régulation de l'installation de combustion, réintégration de la majorité des résidus dans la fabrication en tant que matières premières) ou non applicables (absence de rejets liquides dus au procédé de fabrication, absence de fluide frigorigène), à l'exception de celles relatives au système de management environnemental et au plan d'efficacité énergétique partiellement mis en œuvre⁴. L'exploitant a indiqué avoir prévu de compléter son système de management environnemental et le suivi énergétique en vue d'une mise en conformité avant la date d'échéance, soit le 12 novembre 2023.

Concernant les meilleures techniques disponibles spécifiques à son secteur d'activité, les niveaux indicatifs de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique sont applicables et respectées. La MTD 16 n'est pas applicable au site (pas de fourrage vert), comme celle relative au rejet d'effluents de production (eaux de lavage de 1,5 m³/an uniquement + eaux de purges des chaudières), ou bien déjà mises en œuvre. Concernant la MTD 17, il n'y a pas de niveaux d'émission concernant le secteur concerné (aliment pour animaux de compagnie). En revanche, l'exploitant respecte déjà⁵ les valeurs de rejets en poussières autorisées du fait de l'existence de filtres à manches.

IV.8. - Prévention de la pollution des sols

L'exploitant a joint à son dossier le rapport de base d'étude de la pollution des sols qui avait été réalisé en novembre 2014 lors de l'intégration de son activité de fabrication d'aliments secs pour chats et chiens dans le périmètre de la directive sur les émissions industrielles. Le périmètre du rapport de base a évolué par rapport à celui de 2014. L'exploitant n'a pas réalisé d'investigations supplémentaires. Toutefois, les zones qui n'avaient pas fait l'objet de mesures de pollution concernent la prairie sur laquelle les entrepôts de stockage de produits (secs) seront construits. Les entrepôts nouvellement construits ont vocation à stocker uniquement des produits secs. Dans ce contexte, il est proposé de considérer que les éléments transmis répondent aux attendus réglementaires.

V. - Prévention des risques accidentels

V.1. - Description des installations et caractérisation de l'environnement

Selon les informations du dossier, les principales installations à l'origine de risques accidentels sont les silos de stockage de céréales et le stockage de matières finies, en raison des possibilités d'explosion et d'incendie qu'ils génèrent respectivement.

V.2. - Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers

L'identification des potentiels de dangers réalisée par l'exploitant est basée sur l'accidentologie, la dangerosité des produits, les quantités présentes et les conditions d'exploitation.

Les potentiels de dangers liés aux produits identifiés par l'exploitant sont l'incendie des matières combustibles et le déversement accidentel de substances liquides susceptibles de polluer le milieu.

Les potentiels de dangers liés aux équipements sont l'incendie et l'explosion.

Concernant la réduction de ces potentiels, l'exploitant indique dans l'étude de dangers qu'elle passerait par une diminution des quantités (hypothèse non retenue, l'exploitant considérant que les quantités présentes sont indispensables au niveau d'activité actuel et projeté), ou, pour l'explosion et l'incendie, par la réduction des situations dangereuses (ignition au cœur d'un nuage gazeux dont la

4 Par exemple, l'exploitant ne dispose pas à l'heure actuelle d'un plan d'efficacité énergétique intégré à un système de management environnemental, mais il dispose déjà de tableaux de bord internes lui permettant de suivre la consommation spécifique en énergie : cette dernière atteint déjà la valeur basse de référence (0,39 MWh/t) mentionnée en tant que niveau indicatif de performance énergétique dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

5 La concentration maximale mesurée en 2021 pour l'ensemble des points de rejets s'est élevée à 1,6 mg/m³. Ces concentrations rejetées sont donc toutes inférieures aux valeurs limites actuellement fixées par l'arrêté préfectoral (40 mg/m³).

concentration se situe dans les limites d'explosivité, division du stockage de matières combustibles en plusieurs cellules).

V.3. - Accidentologie interne et externe au site

Le retour d'expérience des accidents passés réalisé par l'exploitant dans l'étude de dangers montre que les explosions de poussières inflammables et les incendies de matières combustibles sont les événements les plus courants. Le lieu le plus fréquent d'incendie sur le procédé est le refroidisseur. L'exploitant mentionne sur le site une inflammation des croquettes au niveau d'un sécheur ainsi que l'échauffement d'une batterie de condensateurs (cet événement est survenu par deux fois, mais l'exploitant qui a repris le site en 2019 ignorait cette répétition). Il relate également un incendie survenu dans le filtre d'un broyeur d'une autre usine du groupe.

V.4. - Évaluation préliminaire et étude détaillée des risques

L'évaluation préliminaire des risques réalisée dans l'étude de dangers conduit l'exploitant à identifier 26 scénarios d'accidents possibles. Une cotation de ces scénarios vis-à-vis de leur gravité potentielle et de leur probabilité de survenue a permis de retenir pour l'analyse détaillée des risques les deux scénarios suivants :

- Inflammation de poussières en suspension au niveau du stockage des matières premières avant broyage,
- Incendie au niveau des bâtiments de stockage de produits finis.

L'exploitant a modélisé l'intensité des effets des phénomènes dangereux associés à ces scénarios :

- Pour l'explosion de poussières, la cellule de volume le plus important (120 m³) a été utilisée. Les calculs montrent qu'il n'y aura pas de conséquences pour les tiers : les effets de surpression létaux, irréversibles ainsi que les effets indirects par bris de vitre ne sortiraient pas des limites de propriété.
- Concernant l'incendie des stocks de produits finis, des modélisations au moyen de l'outil Flumilog ont été réalisées pour chacune des cellules de l'entrepôt actuel et de l'extension projetée. Aucun effet domino sur d'autres infrastructures de l'établissement n'est à redouter. En outre, les flux thermiques irréversibles (3 kW/m²) resteront à l'intérieur des limites de propriété.

V.5. - Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

Compte tenu de l'absence d'effets irréversibles à l'extérieur des limites de propriétés ou des effets dominos potentiels sur d'autres installations du site, les scénarios d'accident n'ont pas été placés dans la grille de hiérarchisation définie par l'arrêté du 29 septembre 2005. De même, il n'est pas nécessaire de réaliser un document d'information sur les risques industriels.

V.6. - Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

Les principales mesures de maîtrise des risques identifiées par l'étude de dangers sont les suivantes :

- présence de murs REI 120 sur la totalité des parois des entrepôts de stockage (cellules construites en 2019 et celles projetées),
- application des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales des entrepôts classés sous la rubrique n° 1510 (détection d'un incendie, présence de désenfumage et de moyens de 1^{re} intervention contre un incendie).

L'exploitant a dimensionné ses besoins en eaux pour l'ensemble des stockages dans son étude de dangers suivant la règle D9⁶. Le calcul aboutit à un besoin en eau de 540 m³ pour deux heures d'intervention.

Pour disposer de cette ressource en eau, l'exploitant prévoit les moyens suivants :

- une réserve incendie (existante) de 180 m³,
- un poteau incendie situé à l'extérieur du site dont le débit a été mesuré en 2020 à 51 m³/h,
- une nouvelle bêche incendie d'une capacité de 270 m³ sera mise en œuvre à l'est du site. Elle disposera de deux aires d'aspiration de 32 m² chacune.
- Soit un total de $180 \text{ m}^3 + 270 \text{ m}^3 + 2 \text{ h} \times 51 \text{ m}^3/\text{h} = 552 \text{ m}^3$.

Concernant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie, un bassin de 400 m³ a été mis en place lors de l'extension de 2019 (besoins en eau pour ce local calculé à 386 m³). Un nouveau bassin de 655 m³ sera créé pour prendre en compte les surfaces supplémentaires résultant du projet (nouvelles cellules de stockage et imperméabilisation complémentaire des voiries). Son volume a été calculé selon la règle D9A.

L'exploitant a joint un document justifiant la conformité de son entrepôt (partie construite en 2019 et extension projetée) aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 qui régit les installations relevant de la rubrique n° 1510. Dans ce cadre, il a identifié un écart vis-à-vis de la disposition qui impose que « *les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)* ». En effet, les points d'eau rappelés ci-dessus seront tous à plus de 150 mètres les uns des autres. Le pétitionnaire sollicite un aménagement pour cette disposition.

VI. - Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
ARS	R181-18	Pas de remarques majeures et rédhibitoires : avis favorable
DDTM (SERN)	/	Favorable
SDIS	/	Avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter. Avis favorable à la demande de dérogation aux distances maximales des points d'eau Un essai d'aspiration des réserves d'eau devra être effectué par le SDIS pour être référencé.
INAO	R181-23	Avis non remis
DDTM (urbanisme)	/	Avis non remis
DRAC (archéologie préventive)	/	Avis non remis

⁶ Ce dimensionnement porte sur les nouvelles cellules de stockage. Les cellules existantes ont fait l'objet d'un dimensionnement en 2019. Le résultat du calcul D9 était inférieur (240 m³ pour deux heures) à celui calculé pour l'extension.

VII. - Consultation de l'autorité environnementale

VII.1. - Avis de la MRAE

En application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, la MRAE (Mission régionale d'autorité environnementale) a émis un avis, le 10 juillet 2023, portant sur la qualité de l'étude d'impact et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Sa conclusion est la suivante :

« Le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à l'augmentation de capacité de production d'une usine de fabrication d'aliments secs pour chiens et chats sur la commune de Saint Martin-des-Noyers en Vendée s'est surtout emparé des principaux enjeux relatifs à l'exploitation du site du point de vue des rejets atmosphériques attendus et des risques sanitaires associés, du bruit, ainsi que des dangers accidentels liés à ce type d'établissement pour lesquelles les réponses apportées apparaissent adaptées.

En revanche, au-delà de la prise en compte de la gestion des eaux de ruissellement liée à l'imperméabilisation des sols, le dossier ne s'est pas particulièrement attaché aux effets des aménagements et constructions nouvelles sur des espaces vierges d'occupation. Cela appelle nécessairement des compléments d'une part concernant l'état initial et d'autre part l'analyse des incidences notamment sur les zones humides, les milieux naturels et les perceptions paysagères.

Alors même que ce projet va conduire à la réalisation de constructions imposantes, certes dans un espace à vocation économique dédié et en continuité des installations existantes, il n'en demeure pas moins que les aspects relatifs à l'insertion paysagère ne doivent pas en rester à l'évocation de principes sans qu'il soit permis d'en apprécier complètement toute la pertinence et la faisabilité de leur mise en œuvre, à l'instar de ce qui peut être attendu préalablement à la délivrance d'un permis de construire.

Enfin, la MRAE relève une nouvelle fois que la prise en compte de la thématique relative au climat ne fait pas l'objet d'un traitement à la hauteur de cet enjeu qui relève d'une priorité des politiques publiques. »

VII.2. - Mémoire en réponse du demandeur

Dans son mémoire, le demandeur a notamment apporté les réponses suivantes.

Concernant l'état initial, l'exploitant précise que le projet étant localisé sur des parcelles actuellement occupées par des espaces verts et appartenant au foncier de l'exploitant, il n'avait pas été jugé utile de réaliser des investigations relatives aux zones humides ou des investigations écologiques. Toutefois, pour répondre à la MRAE, l'exploitant prévoit la réalisation d'une levée de doutes sur les potentielles zones humides et la réalisation d'un pré-diagnostic faune/flore.

Concernant la situation du projet dans son environnement paysager, l'exploitant présente un plan en coupe et des vues d'insertion du projet en annexe de sa réponse. Il précise que le bâtiment projeté est en harmonie avec le bâtiment existant récemment édifié puisqu'il reprend la hauteur à l'acrotère, les matériaux de façade et leur teinte.

Concernant le climat, l'exploitant précise qu'une étude a été réalisée pour mettre en place 30 % de panneaux photovoltaïques en toiture, et compare les émissions de gaz à effet de serre supplémentaires projetées aux rejets d'un Français (11 t équivalent CO₂ par an) : le trafic poids-lourds sera responsable d'une augmentation de 159 Français et l'augmentation de la production de la chaudière de 56 Français.

VIII. - Enquête publique et consultations des collectivités intéressées

VIII.1. - Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 et R.181-37 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune Saint-Martin-des-Noyers du 28 septembre 2023 au 27 octobre 2023.

Dans le cadre de cette enquête, 37 personnes se sont déplacées en mairie et 55 observations ont été adressées au registre d'enquête ou par courrier.

Le commissaire enquêteur a identifié 7 thèmes qui ont été portés à sa connaissance :

Thèmes	Nombre d'observations
Bruit	50
Odeurs	55
Poussières	35
Santé	20
Trafic routier	9
Rejet des eaux	10
Valeur des biens immobiliers	21

Par ailleurs, une association s'est manifestée sur les réseaux sociaux lors de cette enquête : 208 personnes ont émis des observations concernant le bruit et les odeurs.

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis au demandeur le procès-verbal des observations. Ce dernier a transmis ses réponses le 10 novembre 2023.

Concernant le bruit, l'exploitant rappelle que les mesures réalisées en 2021 montrent une émergence inférieure à 1 dB. Il ajoute que certaines contributions indiquant une situation qui se serait dégradée récemment, postérieurement à 2021, il est possible que de nouveaux éléments sonores soient perceptibles par les riverains depuis la dernière mesure et l'exploitant a programmé la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure fin 2023. Indépendamment de cette campagne, l'exploitant précise continuer ses investissements pour réduire les émissions sonores du site et mentionne ceux devant être réalisés à court terme (silencieux sur l'extraction du sécheur de la ligne de production n° 2 ; isolation acoustique du broyeur). Il rappelle que les nouvelles sources sonores prévues dans le projet sont une nouvelle extrudeuse à l'intérieur du bâtiment de production et la circulation supplémentaire de 2 camions par heure entre 7 h et 18 h. La nouvelle extrudeuse vient en remplacement d'un équipement ancien et sera plus performant en termes de bruit. Il indique que le trafic actuel « ne correspond pas à la nuisance continue, y compris la nuit, citée dans les remontées des riverains ». Il cite comme nouvelle mesure un protocole de chargement et déchargement imposant la coupure des moteurs des véhicules et pour cela a mis en place un capteur de clé au niveau des quais.

Concernant les odeurs, l'exploitant explique que celles-ci sont fortement dépendantes des recettes à fabriquer. Il indique que des traitements à l'ozone ont été mis en service sur la ligne n° 1 (en juin 2022) et sur la ligne n° 2 (en octobre 2023). Sur cette dernière, des essais avaient été réalisés d'août à septembre 2023 avec l'injection de produits neutralisants, et avaient été arrêtés sur demande de riverains. L'exploitant précise par ailleurs avoir fait réaliser une étude de dispersion des odeurs et qu'en fonction des résultats un plan d'action adapté serait mis en œuvre.

Concernant les poussières, le pétitionnaire indique que les mesures de poussières réalisées en 2022 et 2023 ont montré des concentrations très faibles (inférieures à 2 mg/m³) à l'exception du sécheur de la ligne n° 1 dont les causes de ce dépassement n'ont été identifiées – et traitées – qu'après plusieurs mois de recherche infructueuse. Il ajoute que cette « *défaillance non détectable au niveau du suivi de l'exploitation a ainsi pu être responsable d'émissions anormales de poussières avant sa mise en évidence en juillet 2022 jusqu'à sa résolution en mars 2023.* » L'exploitant prévoit de mettre en place des capteurs de poussières en aval des filtres à manches pour détecter précocement une dérive des émissions avant le dépassement des seuils réglementaires de rejet. Enfin, l'exploitant précise donner comme consigne de ne pas dépasser le niveau maximal de remplissage de la fosse de réception des matières premières, afin de conserver une efficacité maximale des trois aspirations présentes au niveau de cette fosse.

Concernant la santé, le demandeur renvoie à l'évaluation des risques sanitaires présentée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et rappelle que les poussières ont été retenues comme traceur de risque. La modélisation effectuée montre une exposition potentielle dans un rayon de 2 km maximale de 0,36 µg/m³ inférieure pour les poussières fines aux valeurs fixées par la réglementation (10 µg/m³).

Concernant le trafic routier, l'exploitant rappelle les données du dossier (passage de 16 poids-lourds en moyenne par jour à 29 dans le cadre du projet) mais relativise la hausse du trafic (2 poids-lourds par heure en plus, le trafic étant limité aux horaires 7 h à 18 h).

Concernant les rejets des eaux, le demandeur rappelle que ceux-ci sont principalement des eaux pluviales. Le procédé de production est un procédé sec, les rejets associés résultent du nettoyage des installations et des eaux de purge de la chaudière (2 m³ par an) et ne nécessitent pas de station d'épuration comme le mentionnent certaines contributions. Il rappelle les conclusions de la visite réalisée par l'inspection des installations classées en octobre 2022 qui faisait suite à un signalement concernant un rejet de couleur noire dans le ruisseau des Rochettes. L'inspection avait conclu à la remise en suspension, après une forte période de sécheresse, de matières organiques en provenance des toitures ou déjà présentes dans la canalisation de rejet.

Au vu des différents éléments du dossier et des compléments apportés par l'exploitant, le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet « *sous réserve de réaliser les travaux nécessaires concernant les nuisances environnementales et des riverains sur le bruit, les odeurs et les poussières, rejets* » émis par le demandeur.

VIII.2. - Consultations du conseil municipal et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, les conseils municipaux des communes comprises dans le rayon d'affichage et les collectivités territoriales intéressées ont été consultées :

Collectivité territoriale intéressée	Référence réglementaire	Date de l'avis	Synthèse de l'avis émis
Conseil municipal de Saint-Martin-des-Noyers	R. 181-38	26/10/2023	« Avis défavorable au projet de la société UNITED PETFOOD en raison de l'absence d'éléments dans la prise en compte des diverses nuisances et des réglementations environnementales. Cet avis pourra être reconsidéré dès que l'entreprise aura remédié aux manquements qui lui sont reprochés »
Conseil municipal de Sainte-Cécile	R. 181-38	05/10/2023	Avis défavorable « considérant les nuisances, olfactives notamment, subies par les riverains avant même l'augmentation de la production, [et] considérant l'avis défavorable de la Commune de Saint-Martin-des-Noyers, territoire d'implantation du projet ».
Conseil municipal de Saint-Hilaire-le-Vouhis	R. 181-38	16/10/2023	Avis défavorable
Communauté de communes du Pays de Chantonay	R. 181-38	25/10/2023	Avis défavorable en raison de l'absence d'éléments dans l'étude d'impact sur les nuisances sonores et olfactives, et de l'insuffisance du projet sur la prise en compte des enjeux eau, biodiversité, intégration du site dans l'environnement proche, énergie, et climat. « L'avis émis pourra être revu dès lors que l'entreprise aura résolu les manquements constatés au dossier. »

IX. - Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées

IX.1. - Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

IX.1.1. Odeurs

Toutes les observations apportées lors de la phase de consultation du public portent sur les odeurs associées au fonctionnement actuel de l'usine. Cette thématique apparaît donc comme majeure.

Conformément à ses engagements mentionnés dans sa réponse au commissaire-enquêteur, l'exploitant a fait réaliser :

- une étude de détermination des flux d'émissions, pour évaluer l'efficacité de la neutralisation mise en place,
- une étude de dispersion des odeurs afin de déterminer l'impact des rejets actuels dans l'environnement et les améliorations pouvant être apportées au moyen de différentes configurations d'exploitation.

La première étude a été menée les 20 et 21 septembre 2023. Elle a consisté à quantifier les concentrations d'odeurs et débits d'odeurs⁷, concentrations en ammoniac, hydrogène sulfuré et molécules organiques avant et après⁸ injection des produits neutralisants.

Les résultats, en l'absence de traitement, sont les suivants :

Ligne	Source	Concentration d'odeur	Débit ⁹	Flux d'odeurs	Contribution au flux total
n° 1	Transport pneumatique	89 000 uo _E /m ³	5 720 m ³ /h	509 × 10 ⁶ uo _E /h	20,4 %
	Sécheur	85 060 uo _E /m ³	15 540 m ³ /h	1 322 × 10 ⁶ uo _E /h	52,9 %
	Refroidisseur	20 840 uo _E /m ³	3 630 m ³ /h	76 × 10 ⁶ uo _E /h	3 %
n° 2	Transport pneumatique	25 820 uo _E /m ³	4 790 m ³ /h	124 × 10 ⁶ uo _E /h	5 %
	Sécheur	47 740 uo _E /m ³	9 810 m ³ /h	468 × 10 ⁶ uo _E /h	18,7 %
	Refroidisseur	200 uo _E /m ³	250 m ³ /h	0,1 × 10 ⁶ uo _E /h	~0 %

Les mesures réalisées après injection d'ozone ou de produits masquants montrent que l'injection d'ozone permet un abattement sur l'émission globale du flux d'odeur de l'ordre de 20 %, significatif uniquement sur le transport, alors que l'injection de produits masquants a tendance à augmenter le potentiel odorant des rejets et à modifier les perceptions dans l'environnement.

La seconde étude date du 12 décembre 2023. Elle consiste à modéliser les concentrations d'odeur à 1,5 m du sol pour chaque point situé dans un périmètre de 3 km autour du site. Les résultats sont présentés au percentile 98 : les courbes d'iso-concentration délimitent les zones géographiques pour lesquelles les concentrations sont inférieures à ladite concentration pendant 98 % du temps (c'est-à-dire pas de dépassement de cette concentration pour 175 h par an¹⁰).

7 La concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) est le niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uo_E/m³). Le débit d'odeur est le produit du débit d'air rejeté exprimé en m³/h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uo_E/h).

8 La configuration des installations n'a pas permis de réaliser des prélèvements en amont des traitements (injection d'ozone pour les rejets de la ligne n° 1, injection de produits masquants pour les rejets de la ligne n° 2 à l'exception du refroidisseur) de sorte que les mesures ont été réalisées deux fois : avec puis sans traitement.

9 Les débits sont mesurés sur gaz humides et exprimés à une pression statique atmosphérique de 1013,25 hPa et une température de 20 °C.

10 La méthodologie retenue dans l'étude est celle utilisée par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 qui fixe les règles applicables aux installations de compostage soumises au régime de l'autorisation. Cet arrêté fixe un seuil de 5 uo_E/m³ à ne pas dépasser 98 % du temps pour les zones d'occupation humaines (habitations, zones destinées à l'habitation selon les documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de campings agréés).

La première modélisation a été réalisée en prenant comme terme source les mesures du tableau ci-dessus. Les résultats sont présentés en annexes 1 et 2. Pour les riverains, les concentrations d'odeur sont supérieures au seuil de 5 uo_E/m³ avec une concentration d'odeur maximale de 30 uo_E/m³ à 80 m à l'ouest/sud-ouest des limites du site. Autour du site, dans son proche environnement, les concentrations d'odeur évoluent entre 5,3 uo_E/m³ et 30 uo_E/m³.

Les impacts pour chacune des sources mentionnées dans le tableau ci-dessus ont également été modélisés : chacune des sources « sécheur de la ligne n° 1 », « sécheur de la ligne n° 2 » et « transport pneumatique de la ligne n° 1 » induit, indépendamment l'une des autres, des concentrations d'odeur supérieures à 5 uo_E/m³ au percentile 98.

Des modélisations complémentaires ont été réalisées pour les scénarios suivants :

- regroupement de l'ensemble des rejets canalisés dans un seul point de rejet situé à une hauteur de 45,5 m, une vitesse d'éjection de 13 m/s et un diamètre de l'émissaire de rejet de 1,04 m, le terme source étant inchangé ;
- même configuration technique que la première modélisation complémentaire en prenant en compte des flux d'odeurs multipliés par 10.

Les résultats respectifs sont présentés ci-dessous.



Impact pour un point de rejet unique de 45,5 m de haut, avec prise en compte des flux mesurés



Impact pour un point de rejet unique de 45,5 m de haut, avec prise en compte des flux mesurés multipliés par 10

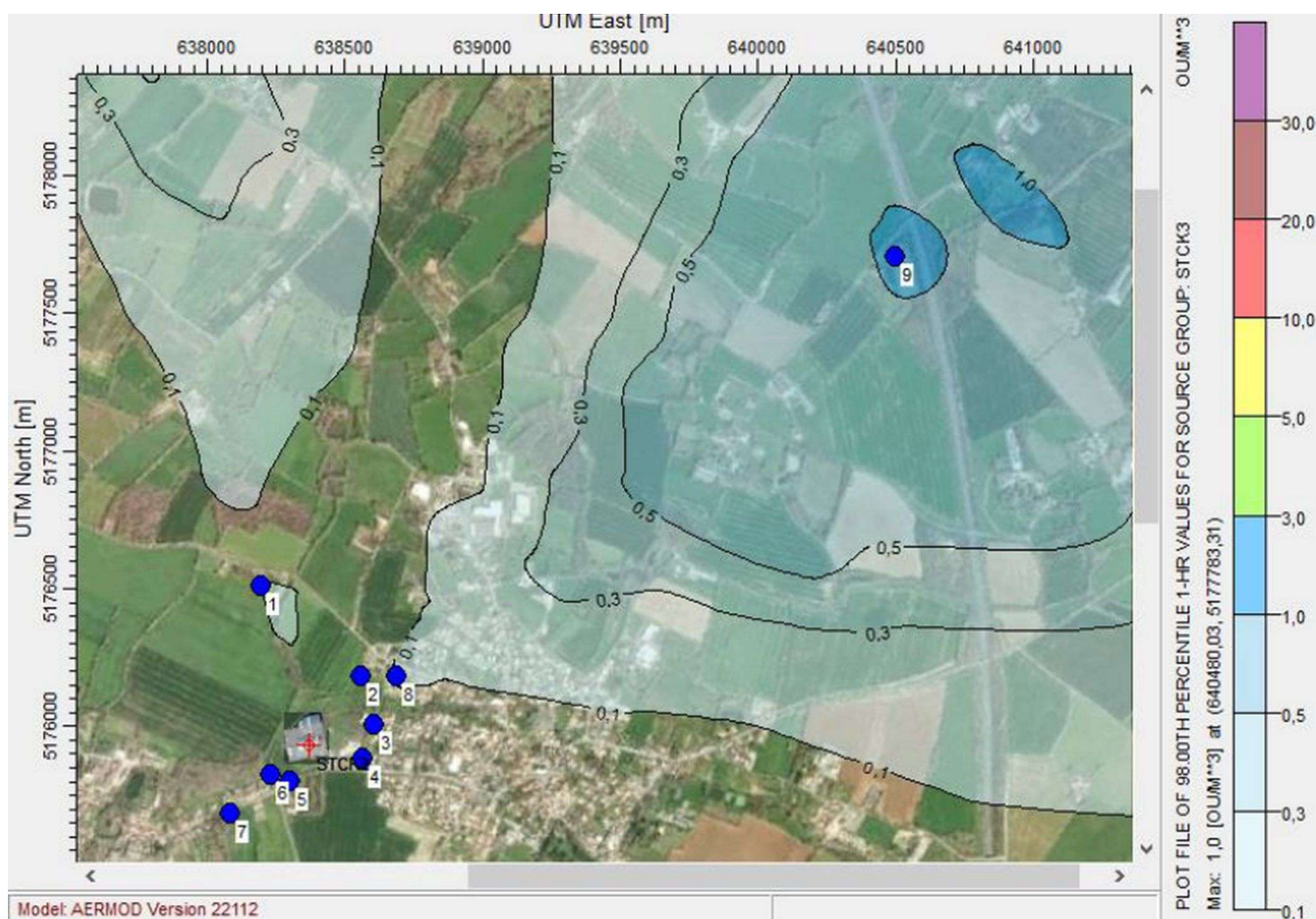
Pour la première configuration, on observe que les concentrations d'odeur sont inférieures au seuil de 5 uoE/m^3 avec une concentration maximale de $1,1 \text{ uoE/m}^3$ au niveau du point 8, situé à 320 m au nord-est des limites du site. Les réductions d'impact vont de 85 % à plus de 99 %.

Pour la seconde configuration, qui prend un facteur de sécurité de 10 pour les flux émis, on constate que les concentrations d'odeur sont supérieures au seuil de 5 uoE/m^3 dans certaines zones localisées, avec une concentration maximale de $10,5 \text{ uoE/m}^3$ au niveau du point 8.

Enfin, des calculs de rétro-dispersion ont permis de déterminer la hauteur de rejet permettant d'obtenir au maximum 5 uoE/m^3 et 1 uoE/m^3 au percentile 98 avec un facteur de sécurité de 10.

Les hauteurs obtenues sont respectivement de 49 m et de 60,1 m.

La modélisation concernant cette dernière valeur est présentée ci-dessous :



Impact pour un point de rejet unique de 60,1 m de haut, avec prise en compte des flux mesurés multipliés par 10

La concentration maximale de 1 ue/m^3 est située au niveau du point 9, à 2 700 m au nord-est des limites du site.

Cette étude a été adressée au préfet de la Vendée le 19 décembre 2023. Dans la lettre de transmission, l'exploitant indique que « afin d'atteindre le résultat escompté selon l'étude [de dispersion], et la réhausse des 6 points de rejet actuels¹¹ étant techniquement et économiquement impossible individuellement, il a été choisi de regrouper ces 6 émissaires dans une cheminée unique » dont la hauteur sera située à 60,1 m, le diamètre de l'émissaire au point de rejet 1,04 m et une vitesse d'éjection de 13 m/s. L'exploitant précise que les points de mesure existant en aval de chaque équipement seront conservés afin de permettre des contrôles équipement par équipement.

Outre l'étude de dispersion, la lettre de transmission de l'exploitant comportait également des plans d'implantation ainsi qu'une insertion visuelle en situation future. Ces éléments sont présentés en annexes 3 et 4.

Avis de l'inspection : l'inspection considère que le facteur 10 pris par l'exploitant pour le terme source utilisé dans les différentes modélisations constitue une approche prudente qui permet de contrebalancer les différentes incertitudes (représentativité des mesures initiales, modèles mathématiques et physiques pris en compte pour les modélisations) pouvant affecter les résultats. Il en est de même du niveau d'odeur retenu (1 ue/m^3 , soit la non-nécessité d'une quelconque dilution pour qu'un échantillon ne soit plus senti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de la population) comme critère d'acceptation. Le projet de l'exploitant de regrouper en un seul point situé à une altitude relative de 60,1 m les différents rejets canalisés (hors rejet de la ligne de broyage) est donc de nature à diminuer très sensiblement l'impact olfactif de ses installations.

11 Il s'agit des points de rejets en toiture, issus des deux lignes de production : le rejet du broyeur (commun aux deux lignes) n'est pas localisé sur la toiture et ne sera pas relié à la cheminée unique.

L'inspection note toutefois les limitations suivantes :

- a) le rapport déterminant les sources d'odeurs ne mentionne rien concernant la possibilité de rejets diffus ou les rejets en provenance de la ligne de broyage,
- b) la vitesse minimale d'éjection de 13 m/s à l'émissaire de la cheminée projetée prise comme hypothèse dans les modélisations nécessite l'utilisation d'un ventilateur. L'impact du fonctionnement de ce ventilateur n'est pas abordé par l'exploitant dans sa lettre du 19 décembre 2023,
- c) la hauteur et la taille de la cheminée projetée peuvent avoir un impact sur l'insertion paysagère de l'établissement.

Concernant le point a, la modélisation effectuée à partir des conditions actuelles des rejets canalisés tend à montrer que ces émissions canalisées génèrent des nuisances olfactives. Il apparaît donc raisonnable de concentrer en premier lieu les actions de réduction de ces nuisances sur les émissions canalisées. Par ailleurs, la réglementation applicable¹² impose que l'exploitant établisse, mette en œuvre et réexamine régulièrement un plan de gestion des odeurs. Ce dernier comprend en particulier un protocole de surveillance des odeurs. En cas de plaintes après la mise en service de la cheminée commune, ce protocole de surveillance pourra, le cas échéant, intégrer une estimation des rejets diffus. Il est proposé de prescrire à l'exploitant la définition et la mise en œuvre de ce plan de gestion des odeurs.

Concernant le point b, les installations devront respecter les valeurs d'émergence de l'arrêté du 23 janvier 1997¹³. L'inspection propose d'imposer la réalisation d'un contrôle dans les trois mois suivant la mise en service de la cheminée, puis tous les trois ans. Il est à noter que l'arrêté du 27 février 2020 précise que les meilleures techniques disponibles concernant la prévention sonore intègrent un plan de gestion du bruit, ainsi que pour les ventilateurs des équipements peu bruyants ou la présence d'écrans anti-bruit (tels que des bâtiments existants). La présence d'un tel écran n'est pour l'instant pas prescrite, mais pourra être mise en œuvre si les résultats des contrôles montraient une non-conformité.

Concernant le point c, les perceptions visuelles sont difficiles à quantifier, étant de nature plus subjectives. Si la hauteur est notable, le diamètre de la cheminée est faible comparé aux bâtiments existants et projetés.

Au total, l'inspection des installations classées propose de prescrire la collecte des émissions des transporteurs pneumatiques, des sécheurs et des refroidisseurs en un point unique de rejet de hauteur 60,1 m, avec une vitesse de rejet de 13 m/s et une valeur-limite en flux d'odeurs de $20\,000 \times 10^6 \text{ uo}_E/\text{h}$, soit 20 % de moins que la valeur prise pour la modélisation.

IX.1.2. Bruit

Dans sa lettre du 19 décembre 2023, l'exploitant indique avoir effectué les travaux d'insonorisation du broyeur et la mise en place d'un silencieux sur l'extraction du sécheur de la ligne n° 2. Les résultats des mesures ne sont pas encore connus.

Avis de l'inspection : Comme indiqué ci-dessus, de nouvelles mesures devront être réalisées après mise en service de la cheminée commune pour s'assurer que le fonctionnement du ventilateur n'est pas source supplémentaire de bruit (cf. article 6.1.3). L'inspection propose par ailleurs de reprendre dans l'arrêté préfectoral (cf. article 6.1) les engagements suivants de l'exploitant :

12 Il s'agit de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP2003496A). Cet arrêté est venu intégrer en droit français les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans les industries agroalimentaires et laitières de la Commission européenne du 12 novembre 2019 qui sont visées à la section IV.7 du présent rapport. Les MTD concernant les odeurs sont numérotées 15 dans le document européen et par le point 14 dans l'arrêté du 27 février 2020.

13 Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : ENVP9760055A)

- extinction des moteurs des camions au niveau des quais,
- limitation du trafic de ces camions à la plage horaire 7h – 18h.

IX.1.3. Poussières

L'exploitant a indiqué dans sa lettre du 19 décembre 2023 que le filtre à manches a été placé en aval du sécheur de la ligne n° 2. Tous les points de rejets canalisés sont désormais équipés de filtration.

Avis de l'inspection : En ce qui concerne la fosse de livraison, l'inspection propose de reprendre en tant que prescription la bonne pratique identifiée par l'exploitant : ne pas dépasser le niveau maximal de remplissage de cette fosse pour limiter les envols de poussières (cf. article 3.5).

L'inspection considère que ces dispositions (filtres à manches sur chaque ligne, aspiration au niveau de la fosse de livraison, limitation du niveau de remplissage, présence d'enrobé sur le site) sont de nature à limiter les rejets.

Concernant le flux de poussières à respecter, le projet d'arrêté préfectoral (cf. article 3.4.2) reprend les flux utilisés comme hypothèse de la modélisation des risques sanitaires¹⁴ et propose, compte tenu des performances attendues des filtres à manches et des résultats des mesures réalisées sur les 3 dernières années, de prescrire une valeur limite d'émission de 15 mg/m³.

L'inspection des installations classées propose également de reprendre l'engagement de l'exploitant de mettre en place des capteurs de poussières à l'aval de chacun des filtres afin de détecter précocement tout dysfonctionnement susceptible d'entraîner un dépassement de la valeur-limite de rejet en poussières.

IX.1.4. État initial de l'environnement

Conformément à son engagement pris en réponse à l'avis de la MRAE, l'exploitant a fait réaliser un diagnostic écologique sur les terrains sur lesquels sont projetés de nouveaux bâtiments de stockage. Ce diagnostic conclut :

- à l'absence de zone humide sur les terrains prospectés ;
- à des impacts résiduels prévisibles sur la faune et la flore négligeables sous réserve de mettre en place les mesures suivantes :
 - démarrage des travaux de construction des nouvelles cellules de stockage et voiries associées entre septembre et fin février, période de moindre impact ;
 - suivi des phases-clefs (création / modification des emprises) par un écologue pour vérifier l'absence d'espèce d'oiseau protégée nicheuse et d'individus d'amphibiens au droit des zones de construction ;
 - les systèmes d'éclairage retenus sur ce secteur des nouvelles constructions devront se limiter à éclairer les zones concernées par les besoins (cheminements, ...) et n'éclaireront en aucun cas vers les zones naturelles ou en hauteur.

Ces mesures sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

IX.1.5. Application des arrêtés ministériels de prescription générales (rubriques E et D)

Enregistrement (entrepôt)

L'inspection propose d'autoriser la demande d'aménagement relative à la distance séparant les réserves d'eau incendie considérant l'avis favorable exprimé par le service départemental d'incendie et de secours. Le projet d'arrêté précise qu'un essai d'aspiration doit être réalisé avec ce service afin de valider leur utilisation et de permettre leur intégration dans la base de données départementale.

¹⁴ La modélisation des dépôts est réalisée sur une année entière de fonctionnement (8 760 heures) alors que la durée maximale de fonctionnement des installations sera de 7 000 heures de sorte que le flux total utilisé comme donnée d'entrée de la modélisation (1,5 kg/h) est un flux « corrigé » au prorata temporel. Le flux horaire fixé dans l'arrêté est donc le flux non-corrigé $(8\,760 / 7\,000) \times 1,5$ kg/h, tandis que le flux annuel est le flux total pour une durée de 7 000 h de fonctionnement.

Les autres prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 sont applicables à l'établissement. Elles sont toutefois applicables différemment selon la date des bâtiments. Afin de faciliter leur application, le projet d'arrêté préfectoral précise les parties concernées (cf. article 8.1).

Déclaration (chaudière)

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation rappelle (cf. article 1.5.3) que les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 s'appliquent à l'installation de combustion (chaudière). L'arrêté rappelle également les valeurs limites d'émission applicables à la chaudière à compter du 1^{er} janvier 2030 et que ces valeurs sont applicables tant qu'il n'y a pas de modification de l'installation (modification du combustible, remplacement de l'appareil de combustion).

IX.1.6. Rapport de base

Comme indiqué ci-dessus (cf. § IV.8) l'exploitant n'a pas actualisé son rapport de base, réalisé en novembre 2014), pour les terrains actuellement enherbés sur lesquels seront construites les nouvelles cellules de stockage. Il est proposé, dans le projet d'arrêté préfectoral (cf. article 1.4), de considérer les sols au droit comme exempts de pollution.



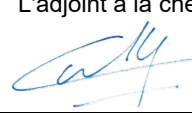
IX.2. - Proposition de l'inspection des installations classées et conclusions

L'inspection des installations classées considère que les engagements et réalisations présentés par l'exploitant dans sa lettre adressée au préfet le 19 décembre 2023 sont de nature à lever les réserves exprimées par le commissaire enquêteur.

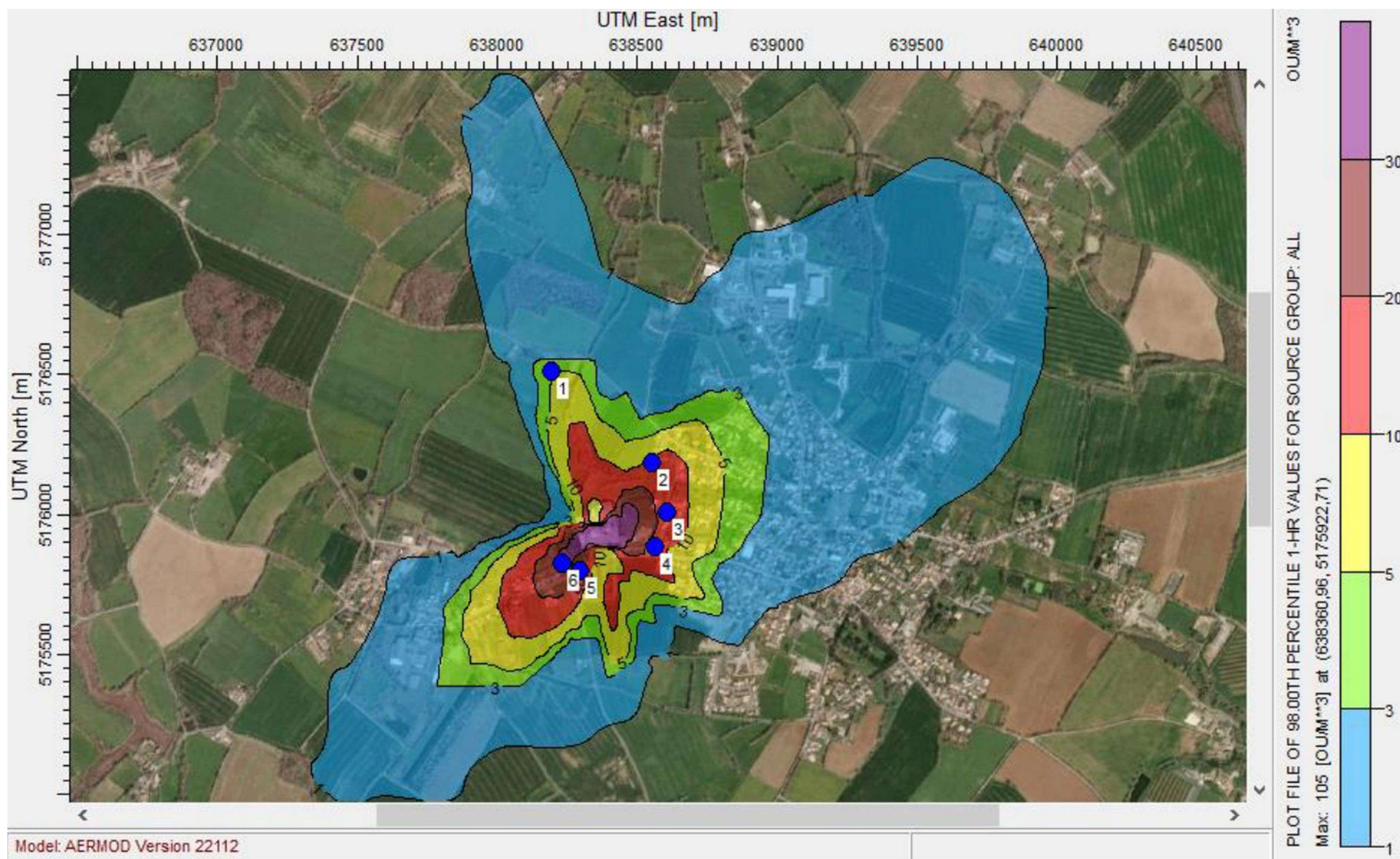
Aussi, compte tenu des éléments développés ci-dessus, et conformément à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'accorder l'autorisation environnementale du projet d'augmentation de la capacité de production d'aliments pour chats et chiens de la société UNITED PETFOOD FRANCE, sous réserve que cette autorisation comporte les mesures assurant la prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ci-joint un projet de prescriptions en ce sens.

En application des articles R. 181-39 et R. 181-41 du code de l'environnement, le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ou celui du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté préfectoral. L'inspection propose de solliciter l'avis de ce conseil compte tenu de l'affluence observée lors de l'enquête publique et des différents avis défavorables émis par les collectivités territoriales.

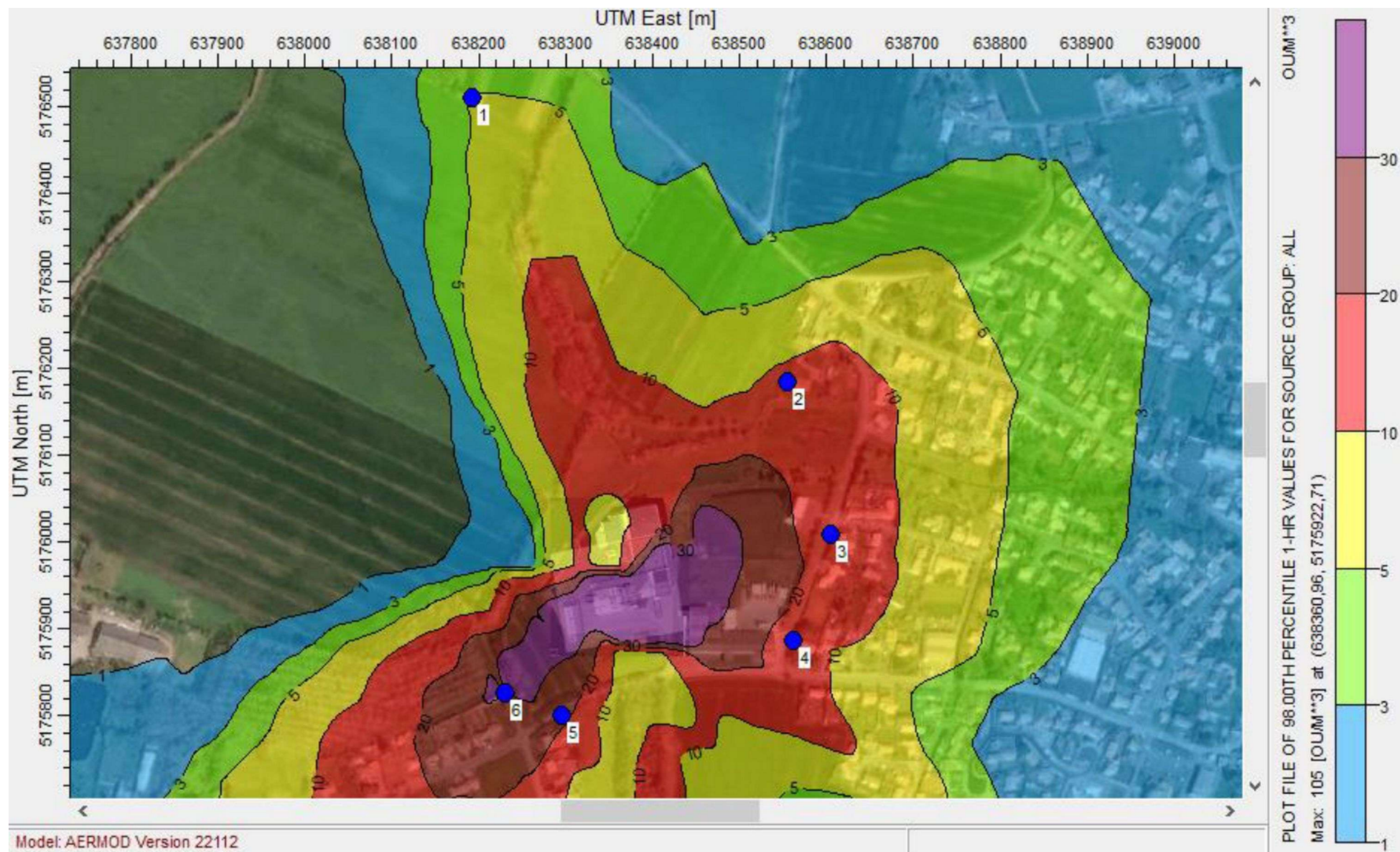
L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger de la suite de la procédure réglementaire, laquelle est susceptible de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement  L'ingénieur de l'industrie et des mines Philippe BOUGIT	<i>Vérificateur</i> L'inspecteur de l'environnement  Valentin BLONDEL
APPROUVÉ et TRANSMIS au préfet de la Vendée Par délégation de la directrice L'adjoint à la cheffe de division risques chroniques  Julien CAILHOL	

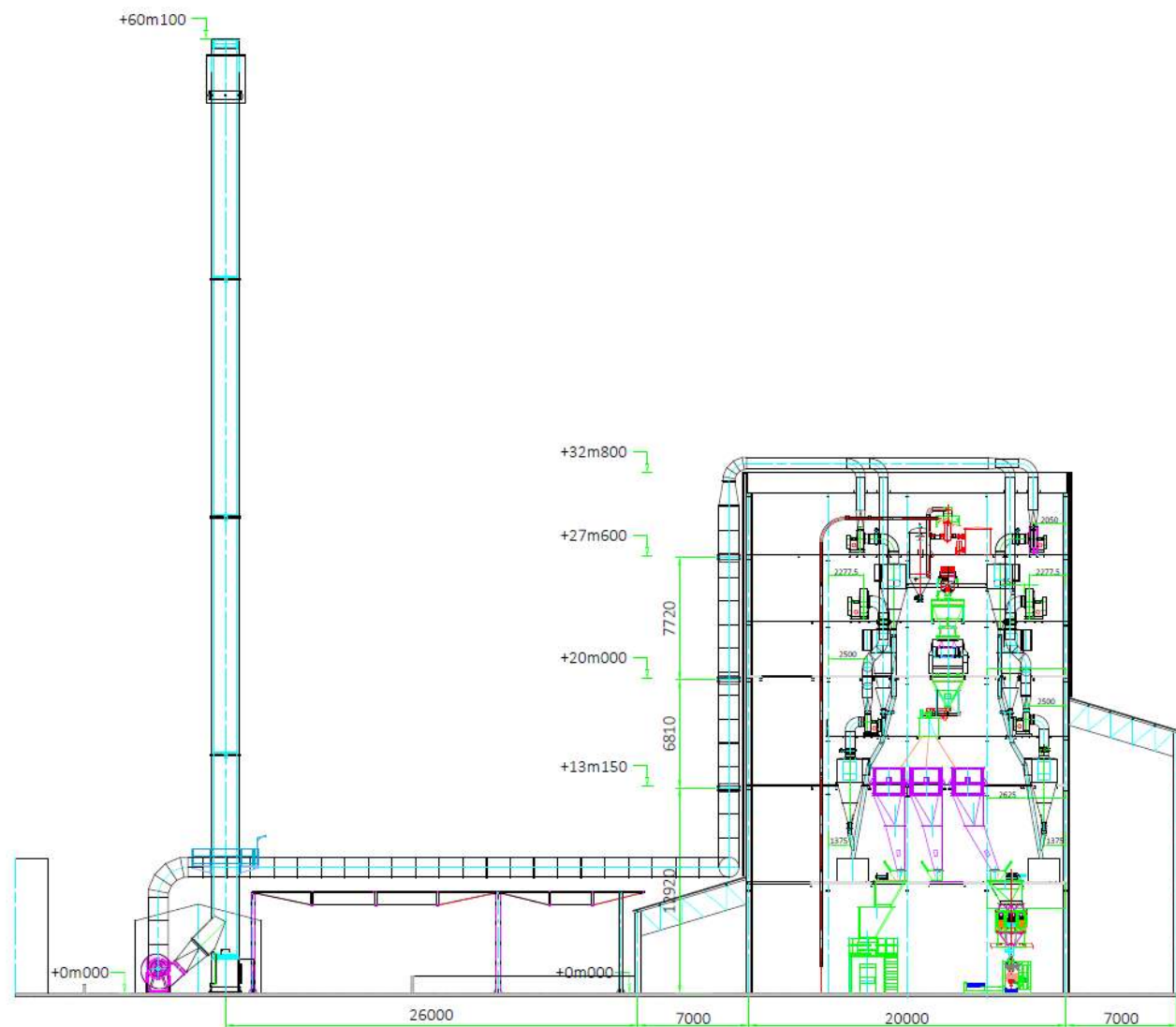
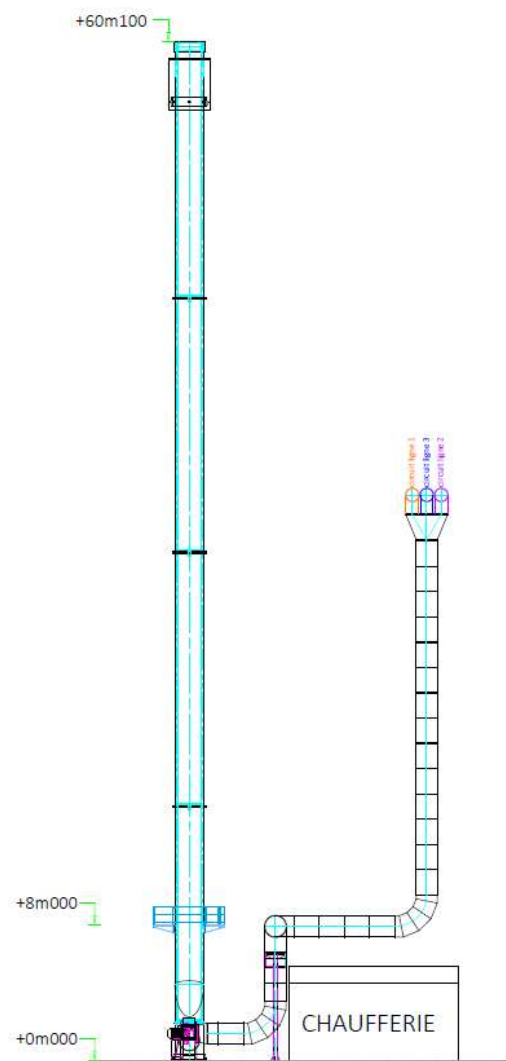
Annexe 1 : Représentation cartographique des niveaux d'odeur résultant de la configuration actuelle



Annexe 2 : Représentation cartographique des niveaux d'odeur résultant de la configuration actuelle (zoom)



Annexe 3 : Vues en coupe du projet d'implantation de la cheminée



Annexe 4 : insertion paysagère de la cheminée

